

> « Le service d'ordre de la CGT s'en occupe »

« A la hauteur de Saint Martin une trentaine d'autonomes tentent d'intégrer le cortège des jeunes. "Le service d'ordre de la CGT s'en occupe. Ils ont la situation en main", lance une voix rassurante. » [reportage au « QG de la préfecture de police de Paris », Le Monde du 30/10/2010]. Effectivement le SO de la CGT, avec celui de la FIDEL, ont expulsé à coups de poing des jeunes du cortège le 28 octobre à la porte Saint Martin de Paris.

En juillet 2009 le SO de la CGT « s'en est occupé » aussi en expulsant à coups de gazeuse et de matraque les sans-papiers en lutte qui s'étaient installés dans un lieu où ils devraient être chez eux : la Bourse du Travail de Paris. On n'oublie pas non plus les matraquages racistes par ce même SO de jeunes « bronzés » dans les manif anti-CPE de 2006. Il semble normal que Thibault s'indigne de la présence et des provocations des flics en civil badgés CGT dans les cortèges. Qu'il y ait eu des provocateurs policiers avec des badges CGT, pas de doute là-dessus. Mais il y a une contradiction : Thibault proteste contre les flics et en même temps le SO de la CGT fait leur boulot, à leur grande satisfaction. Il ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait faire passer pour des flics provocateurs tous les jeunes qui sortent des clous afin de pouvoir cogner sur eux et les séparer de la masse des manifestants. Cette fois-ci, contrairement à 2005 et 2006 il n'y a pas eu de violences entre les jeunes des quartiers populaires et les étudiants, les lycéens des centres villes. Au contraire, ils ont été ensemble, et c'est ça qui est la hantise de tous les pouvoirs.

> RIPOSTE dans les quartiers populaires

Décidemment au quartier de Villeneuve à Grenoble...

... les biceps de Sarkozy ne font pas peur. Après les trois jours d'affrontements en juillet, après le discours de Sarkozy qui promettait la « guerre nationale », qui insultait les immigrés et leurs enfants, la cité continue à réagir. Début octobre un véhicule de police a été caillassée. Le 8 octobre un flic de l'unité territoriale de quartier (Uteq), chargée, entre autres, de mener cette « guerre » a été touché au bras par un tir de carabine à plomb. Ses blessures sont très légères puisqu'il n'a qu'un bleu au bras. Tout est dans les symboles.

Cocktails Molotov à Empalot

Dans le quartier Empalot à Toulouse la police est prise pour cible à plusieurs reprises les vendredi 15 et samedi 16 octobre dernier. Le premier jour un engin incendiaire est lancé dans leur direction sans être allumé. Le lendemain c'est deux cocktails molotov qui volent vers les flics, plus six autres sur les renforts. Les forces de l'ordre trouveront dix cocktails prêts à l'emploi dans les coursives avoisinantes. Le 14 octobre un mineur de 17 ans, arrêté dans une manifestation, réussissait à fausser compagnie aux cognes pendant son transfert au palais de justice. Une opération policière (enquêteurs de la sûreté départementale et du service d'investigations judiciaires) s'était déployée le lendemain à Empalot pour remettre la main sur le jeune homme. Poursuivi pour violence à agent, il est mis en examen dans la foulée et incarcéré le vendredi soir... Dans la presse les syndicats policiers s'interrogent sur le lien entre le climat social et le climat du quartier, flippant d'une jonction effective.

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°91 • novembre 2010

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« Punishment park » lyonnais

La lutte contre la réforme des retraites a pris de l'ampleur avec les grèves et blocages des cheminots, vite rejoints par les raffineries et d'autres secteurs de l'économie. La contestation a connu un second souffle avec la forte mobilisation des plus jeunes, dont beaucoup viennent de lycées pros. Dans une multitude de villes et de banlieues ils et elles occupent les rues pour défendre les retraites mais aussi prendre du bon temps, condamner la politique sécuritaire de Sarko et consorts, faire la nique au système... Comme le bourgeois a tremblé devant les vitrines des magasins de luxe explosées, le pouvoir répond à la rue par la répression et les médias aux ordres.

Un exemple frappant : le bouclage de la place Bellecour à Lyon le 21 octobre, renommée pour l'occasion « Punishment Park ». Une manifestation contre la répression est alors organisée par des syndicats (deux jours avant la police attaquait la fin de la manif unitaire), mais elle est rapidement encerclée sur la place Bellecour. Près de 300 personnes sont séquestrées et chargées par la police six heures durant. Seuls les blancs de plus de 25 ans ont l'autorisation de sortir de cette

prison à ciel ouvert. Les matons d'un jour font usage de canons à eau, grenades lacrymogènes et assourdissantes, flashballs, hélicoptère, flics déguisés en syndicalistes ou lycéens, BACeux à moto... Les manifestants ont même l'honneur de faire face aux cagoules du GIPN brandissant leurs fusils-à-pompe. Au final, ils sont contrôlés, fouillés, photographiés et fichés tandis qu'une centaine d'entre eux sont embarqués. Pendant ce temps, les mass-médias annoncent sans honte que des « casseurs » auraient saccagé la place Bellecour tout l'après-midi.

L'Etat n'a pas apprécié que l'on vienne contester son monopole de la violence et s'est vengé sans état d'âme sur une poignée de manifestants. Le but de cette opération raciste est évidente : empêcher à tout prix la jonction entre la jeunesse des quartiers populaires et les travailleurs en grève. Pour tenir en échec cette stratégie et permettre à la lutte de se poursuivre, la solidarité s'est organisée activement. De nombreuses personnes ont pu découvrir la véritable nature du travail des forces de l'ordre et cessé de croire à l'éternel refrain sur les « méchants

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

casseurs» et les «gentils policiers». Des rassemblements devant le TGI ; une medical et une legal team créées ; un atelier d'écriture mis en place pour rédiger des lettres aux prisonniers ; la caisse de solidarité née en 2006 mise à contribution ; tracts, vidéos et reportages audio témoignant de la répression...

caissedesolidarite@riseup.net

> La matraque comme réponse

Le 26 octobre le ministre de l'intérieur annonçait 2554 arrestation en marge des manifestations contre la réforme des retraites dont 1759 garde-à-vue. À chaque manifestation, blocage, etc. son lot d'arrestations. Les coup de tonfa pleuvent, les comparutions immédiates aussi, livrant leur sentence à base de peine de prison. Plus de faux semblant quant au rôle répressif des institutions policière, judiciaire et pénitentiaire. Étouffer la révolte, dans les quartiers en 2005, 2007... face aux lycéens en lutte contre la loi Fillon, le CNE... dans la lutte actuelle, la réponse gouvernementale ne change pas, mais comment pourrait-il imposer autrement cette société d'inégalité, de misère et d'oppression ?

Chronologie (septembre-octobre 2010)

de la répression du mouvement social sur <http://www.antirep86.fr/2010/10/30/994/>

> La police s'installe à l'école

C'est au lycée de Moissy-Cramayel (77) que Châtel et Hortefeux ont décidé d'installer leur premier flic à l'école qui se rendra en uniforme et armé dans son bureau, dans l'enceinte du lycée, 4 heures par semaine. La mesure sera « expérimentée » dans 53 collèges et lycées dont les élèves sont ciblés comme « violents ». Cette stigmatisation ne plaît ni au proviseur, ni aux professeurs qui ont remis une lettre de « refus » au recteur, ni aux parents qui ont distribué un tract et encore moins aux élèves qui ont accueilli les deux ministres par un rassemblement et des insultes. De même au

collège de Noirettes de Vaulx-en-Velin où un flic a été installé : les professeurs ont protesté contre cette « dangereuse confusion entre l'éducatif et le sécuritaire » et réclament le « départ de ce policier ». Dans les établissements du 93, où le gouvernement ne s'est pas encore risqué à installer des flics, les « équipes mobiles de sécurité » (voir RE 80) continuent à gagner du terrain. On les a vues à l'oeuvre lors d'un blocage du lycée Mozart au Blanc-Mesnil : d'après les témoignages des élèves, l'un de ces pseudo flics a menacé une élève particulièrement active, « ne me manque pas de respect, parce que sinon on va aller régler ça plus loin ». Professeurs et parents ont immédiatement réagi brandissant la motion de refus votée l'année précédente au CA du lycée. Les EMS n'étaient plus là une heure plus tard... ce qui ne les a pas empêchées de faire leur ronde à deux et en civil durant le mouvement lycéen contre les réformes. Jusque là les profs qui les ont repérés les ont mal accueillis comme il se doit.

> L'arsenal policier en pleine action

Avec le développement de l'armement policier et l'arrivée des armes dites « non létales », c'est aussi la liste des mutilations qui s'allonge... Caen le 12 octobre, une partie du cortège part vers le Medef et se heurte aux forcex de l'ordre pendant plus d'une heure. Un étudiant est grièvement blessé à la tête (fracture du crâne) suite à un tir tendu de grenade lacrymogène.

Le 14 octobre des milliers de lycéens manifestent dans toute la France. Dès le matin les lycées sont bloqués, et les flics sont de sortie. Lycées Jean-Jaurès à Montreuil, un jeune homme reçoit un tir de flashball en pleine figure. Fractures de la pommette, du nez et de l'orbite oculaire avec un décollement de la rétine, opéré il ne perdra pas complètement l'usage de son œil. « C'était calme mais eux [les CRS], ils avaient des flashballs. Au départ, ils nous observaient puis quelqu'un a commencé à enlever les poubelles et un CRS lui a tiré dans la tête. Il est tombé par terre, des

amis sont allés l'aider et un CRS leur a demandé de partir. Mais mes camarades ne voulaient pas partir alors les CRS ont tiré partout. »

> Youtube, la face cachée

Le 12 octobre au lycée Coubertin de Meaux, les forces de l'ordre interviennent pour débloquent le passage. Une vidéo des affrontements est publiée sur Youtube, mais voilà on y voit un lycéen pousser un fonctionnaire dans le dos, le faisant tomber à terre. Il est arrêté le 20 octobre et condamné dans la foulée à deux mois de prison ferme. On ne sait qui a publié la vidéo ni dans quel but, délateur ou inconscient. Youtube, Facebook, l'info circule dans tous les sens, mais parfois pas dans le bon : flic, patron. Internet sert aussi au flicage, alors vigilance.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

« L'immigré-e est un-e délinquant-e à intégrer à coups de burin républicano-policier »

Voici la leçon toujours plus décomplexée qu'on tire d'un énième rapport traitant de la prévention de la délinquance. En voici quelques perles aussi menaçantes qu'instructives trouvées sur le site internet de l'Elysée : « *La prévention de la délinquance des mineurs passe aussi par une reconquête de la rue, par l'Etat. Cet espace public constitue le territoire de ceux qui, déjà exclus de l'école et en rupture avec leur propre famille, l'occupent dans des conditions nuisibles à l'équilibre quotidien des quartiers et à la tranquillité de leurs habitants.* » « *Valoriser la culture française, dans l'ensemble de ses aspects, civils ou religieux.* » « *La mission considère qu'il faut affirmer la valeur humaniste de la culture nationale telle qu'elle s'illustre dans des savoirs, dans une histoire et même dans un certain art de vivre fédérateur et intégrateur. Aux affirmations culturelles et cultuelles parfois ostentatoires dans les quartiers, nous*

devons être capables symétriquement d'afficher notre propre héritage humaniste et universaliste avec pédagogie et confiance en nos valeurs. » Comme le précise Xavier Lemoine, maire de Montfermeil (93), « *certaines enfants n'entendent parler le français qu'à l'école et souvent d'ailleurs au seul contact de l'enseignant, puisque dans la cour de récréation ils ne parlent pas français. En outre, nombre des familles ont à leur domicile un accès à des chaînes de télévision ou à des sites internet dans leur langue d'origine. Les migrants doivent être soumis à l'obligation d'apprendre notre langue, le cas échéant avec la possibilité de suspendre les allocations familiales en cas d'évitement de la famille.* »

<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/rapports/2010/rapport-de-m-jean-marie-bockel-secetaire.9965.html>

À Argenteuil un contrôle d'identité vaut bien la vie d'un enfant

Jeudi 7 octobre, un enfant de 11 ans qui attendait le bus, descendu du trottoir juste au niveau de l'arrêt, a été renversé et projeté à dix mètres par un fourgon de police qui a déboulé à toute allure avec sirène et gyrophare sur la voie de bus. Quelle « urgence » ? Il fallait ramener 3 personnes au commissariat pour un contrôle d'identité ! L'enfant resté inconscient et inerte durant un quart d'heure s'est ensuite retrouvé à l'hôpital avec un traumatisme crânien. Malgré le nombre important de témoins, il semble que l'évènement, que la police a d'emblée nommé un « drame », n'aura pas de suites. C'est pourtant dans la ville d'Argenteuil qu'Ali Ziri, retraité algérien de 70 ans, était mort dans un fourgon de police en 2009.

À propos des tests osseus pratiqués par certains radiologues pour déterminer l'âge d'enfants émigrés.

MIE

Ils t'ont levé
Mis la main au collet
Et le collier aux poignets
Tu l'as dans l'os
Tu es testé
C'est la majorité
Tu es fiché
L'école est fermée
Mineur étranger
Tu rêvais de voyages
Et tu n'as plus d'âge
Où aller

Gildas Duplène